



Distr.
LIMITÉE
T/L.1083
22 juin 1964
FRANÇAIS
ORIGINAL : RUSSE

Trente et unième session
Point 4 b) de l'ordre du jour

SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE

Amendement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques au
rapport du Comité de rédaction (T/L.1077)

1. Au paragraphe 2 du projet de conclusions et de recommandations, après le point-virgule, ajouter le texte suivant :

"Le Conseil note en même temps le mécontentement qui existe parmi les habitants du Territoire sous tutelle du fait que l'Autorité administrante refuse de reconnaître et de satisfaire les réclamations micronésiennes pour dommages subis par les Micronésiens à la suite d'actions commises pendant la guerre par les forces des Etats-Unis;"

2. Au début du paragraphe 3, après les mots "Le Conseil, notant que" ajouter les mots "dix ans après les essais d'armes nucléaires effectués dans les îles Marshall".
3. Après le paragraphe 3, ajouter le nouveau paragraphe suivant :

"4. Le Conseil appuie la demande de la législature du district des îles Mariannes tendant à ce que les organes compétents de l'ONU fassent des recherches sur la contamination radioactive de l'atmosphère dans le Territoire sous tutelle (résolution No 38-1964 adoptée le 10 février 1964 par la législature du district des îles Mariannes - Annexe 1, i) du document T/1620)."

4. Au paragraphe 4 actuel, remplacer les mots "accueille avec satisfaction" par le mot "note".
5. Au paragraphe 5 actuel, supprimer les mots "dans toute la mesure du possible".
6. Après le sous-titre "Le Congrès de la Micronésie", ajouter le nouveau paragraphe suivant :

"6. Le Conseil estime que le Congrès de la Micronésie ne deviendra pas un organe législatif efficace si l'on maintient la disposition selon laquelle les projets de loi votés par le Congrès ne peuvent entrer en vigueur qu'après avoir été approuvés par le Haut Commissaire. Le Conseil considère que tous pouvoirs législatifs, ainsi que le droit de constituer le gouvernement du Territoire sous tutelle, doivent être transférés aussitôt que possible au Congrès de la Micronésie et que les décisions de celui-ci doivent être définitives."

7. Au paragraphe 6 i) actuel, remplacer les mots "pour réaliser les espoirs que l'on place en lui" par les mots "pour réaliser les espoirs que les Micronésiens placent en lui".

8. Au début du paragraphe 7 actuel, ajouter la phrase suivante :

"Le Conseil constate que, dans l'administration du Territoire, tous les postes clefs sont toujours détenus par des ressortissants des Etats-Unis."

9. A la fin du paragraphe 7 actuel, ajouter le texte suivant : "ainsi que l'opinion de la Mission selon laquelle il convient de nommer des Micronésiens aux postes de Haut Commissaire adjoint, d'administrateurs de district et d'administrateurs adjoints de district".

10. Après le paragraphe 7 actuel, ajouter le nouveau sous-titre "Système judiciaire" et le nouveau paragraphe 8 suivant :

"8. Le Conseil constate que l'Autorité administrante contrôle le système judiciaire du Territoire. Tous les juges à la Cour suprême de Micronésie sont des ressortissants américains."

11. A la section III "Progrès économique. Généralités", ajouter le nouveau paragraphe suivant :

"9. Le Conseil fait sienne l'opinion de la Mission de visite selon laquelle il est anormal que l'impôt sur le revenu des ressortissants et des sociétés américaines soit versé non au budget du Territoire sous tutelle mais au budget de la métropole et il estime qu'il faut modifier cette situation."

12. Au paragraphe 9 actuel, après les mots "Le Conseil appelle l'attention de l'Autorité administrante", ajouter les mots "sur le paragraphe 2 de l'article 6 de l'Accord de tutelle du 2 avril 1947, aux termes duquel l'Autorité administrante a notamment l'obligation d'encourager le développement des pêcheries ainsi que".

13. Après la première phrase du paragraphe 16 actuel, ajouter le texte suivant :

"Le Conseil prend note de la demande, présentée dans la résolution No 34-1964 adoptée le 10 février 1964 par la législature du district des îles Mariannes, tendant à faire attribuer à des Micronésiens des bourses d'études dans le cadre du programme de l'ONU destiné aux habitants des Territoires sous tutelle."
14. A la fin du paragraphe 16 actuel, ajouter le nouveau sous-paragraphe suivant :

"vi) Il faudrait tirer parti des facilités d'étude et de formation professionnelle qui sont offertes aux habitants du Territoire sous tutelle dans le cadre du programme de bourses de l'ONU."
15. Remplacer la fin du paragraphe 18 actuel, à partir des mots "le Conseil fait sienne l'opinion de la Mission de visite ..." par le texte suivant :

"le Conseil estime que les dispositions de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, qui s'applique dans toutes ses parties aux Iles du Pacifique, doivent être exécutées sans condition dans le Territoire sous tutelle".
16. Supprimer le paragraphe 19 actuel.
